

2 Politique

COP22/Réunion des pays membres de l'Union interparlementaire (UIP)

Quel rôle des parlements africains dans la mise en œuvre de l'accord de Paris ?

Willy NDONG
(Sce . Sénat)
Libreville/Gabon

Le Parlement du Royaume chérifien a convié les représentants des pays membres de l'Union interparlementaire (UIP) à une réunion de concertation consacrée à la mise en œuvre de l'accord de Paris sur le climat. A cette occasion, le Gabon était représenté par la présidente du Sénat, Lucie Milébou Aubusson épouse Mboussou.

LA salle des Conférences de l'hôtel Palmerai Golf Palace de Marrakech a accueilli une centaine de délégations de parlementaires venues de divers horizons pour échanger et harmoniser leurs positions dans le cadre de la 22e Conférence des Parties à la convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Au cours de ce conclave, la présidence du Royaume chérifien de la COP22 s'est fixée quatre priorités que sont la concrétisation des contributions nationales, la mobilisation des financements, le renforcement de



Photo : DR

COP22 sommet de Marrakech, les parlementaires gabonais étaient conduits par la présidente du Sénat, Lucie Millebou Aubusson épouse Mboussou (d).

l'adaptation et le développement technologique. A cet effet, les parlementaires se sont prononcés sur ces différentes questions en ce qui est de l'adoption des lois se rapportant aux engagements pris par les Etats dans le cadre de la COP21. Voilà tout le sens donné à cette réunion qui avait pour thème principal : «*Le rôle des parlements africains dans la mise en œuvre de l'accord de Paris*». Durant huit heures de tra-

voux, plusieurs thématiques ont mis en exergue les problématiques se rapportant aux négociations sur les changements climatiques après Paris. Comment transformer les plans d'actions en réalisations ? Quels impacts sociaux face aux changements climatiques ? Comment gérer efficacement les questions de genres et autres inégalités ? Tels sont en substance les sujets débattus lors de ce conclave. Au cours des débats, les parlementaires de

l'UIP ont esquissé des pistes de solutions en vue de favoriser l'élaboration des politiques nationales efficaces. Toute chose qui contribuerait à l'atténuation et l'adaptation des pays, notamment africains, aux changements climatiques ainsi qu'à la réussite de la transition énergétique par la mobilisation des financements adéquats et le transfert des technologies. Si les débats ont parfois pris des tournures divergentes, il n'en demeure pas

moins que les recommandations issues des échanges révèlent la convergence des points de vues. Le rapport, commenté et amendé par les différentes délégations, a réaffirmé l'engagement et la détermination des représentants des peuples. «*Nous, parlementaires du monde entier, réaffirmons notre engagement à mener à bien, d'ici à fin 2016, une analyse systématique de l'action législative sur le climat dans nos pays, afin d'en*

vérifier la conformité avec l'accord de Paris. Mieux, nous nous engageons, le cas échéant, à amender les lois existantes et à élaborer et faire passer de nouvelles lois visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre de façon à permettre de contenir le réchauffement mondial en deçà de 2°C et renforcer la résistances de nos économies nationales face aux changements climatiques », ont déclaré les parlementaires à l'issue de la réunion.



Photo : DR

La délégation gabonaise posant avec quelques parlementaires marocains.